

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12• Numéro 3, 21 Février 2011

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : Plaidoyer pour la conclusion de Doha, quand le manque de volonté grippe la machine ..	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	3
Les Membres avancent sur le mécanisme de surveillance du TS&D.....	3
SUR LE FIL.....	3
L'Europe demande plus de réciprocité à ses partenaires commerciaux.....	3
NOUVELLES REGIONALES	4
L'impact de l'intégration régionale sur le développement humain	4
Les pays ACP appellent à une 'action immédiate' sur les subventions au coton.....	5
ÉVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS	6
Événements	6
Publications	7

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et Aissatou Diallo

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC : Plaidoyer pour la conclusion de Doha, quand le manque de volonté grippe la machine

Vingt ministres du commerce de pays membres influents de l'OMC ont convenu de faire pression en faveur d'un accord décisif d'ici juillet dans les négociations du Cycle de Doha, afin d'être en mesure d'achever les interminables discussions commerciales avant la fin de l'année.

Réunis en marge du sommet annuel du Forum économique mondial de Davos, ils ont reconnu la nécessité de « réduire de manière drastique les divergences [dans les positions de négociation des Membres de l'OMC] » pour qu'un accord quelconque soit possible et se sont engagés à permettre aux négociateurs « d'œuvrer dans une perspective du donner et du recevoir » afin d'arriver à des compromis. Pour que l'appel à un accord cette année soit fructueux, les Membres de l'OMC devront surmonter de profondes divergences entre les États-Unis et de grands pays en développement tels que la Chine, le Brésil et l'Inde à propos de l'ampleur des abaissements des subventions et des droits de douane. La Chine, l'Inde et le Brésil rejettent systématiquement les demandes américaines visant une plus grande ouverture de l'accès à leurs marchés, qu'ils qualifient d'irréaliste et de disproportionnée par rapport à ce qui est demandé aux pays riches en termes d'abaissements des subventions agricoles et des droits de douane.

Les Ministres du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud ont déclaré que les formules et les

chiffres des abaissements de subventions et de droits de douane, ainsi que les exceptions, reflétés dans les textes de projets d'accord sur l'agriculture et sur l'accès au marché pour les produits non agricoles, supposeraient que les pays en développement « apportent une contribution d'un niveau sans précédent »

Par contre, selon Michael Punke, Ambassadeur des États-Unis à l'OMC, Washington était « profondément convaincu » que ces mêmes termes étaient « déséquilibrés au détriment » des États-Unis.

Dans le même temps, un groupe de haut niveau dirigé par l'économiste spécialiste du commerce, Jagdish Bhagwati et l'ancien Directeur général de l'OMC, Peter Sutherland, a appelé à faire de fin 2011 une « date butoir absolue » inflexible pour un accord de Doha, avec l'abandon des discussions si les gouvernements ne sont pas en mesure de parvenir d'ici là à un accord.

Le groupe a pointé du doigt les nombreuses raisons qui sous-tendent la lenteur des progrès dans le Cycle de Doha, qui vont de l'évolution des croyances économiques et de la croissance rapide de pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, au fait que les négociations ont de profondes répercussions sur les secteurs agricoles sensibles. Mais le constat est que depuis plusieurs années on annonce la conclusion du cycle **mais au final on se retrouve avec les mêmes impasses.**

Des réponses inefficaces à la crise mondiale plombent les discussions au niveau de l'OMC

Chaque année, des dizaines de rencontres se tiennent pour trouver une solution à cette crise. Depuis plusieurs années, des solutions durables sont recherchées, mais tout semble indiquer que les différentes organisations sont incapables de trouver des solutions. Autant les organisations

internationales comme l'OMC, la Banque mondiale ou le FMI que les regroupements ou associations d'États comme le G20 ou l'OCDE n'ont jusqu'à présent pu proposer des solutions pertinentes.

L'enseignement qu'on pourrait tirer de cette crise est l'échec de tout un système. D'aucuns parlent aujourd'hui d' « insuffisances de la science économique et des discours de ces dernières années sur la mondialisation ». En effet, depuis longtemps, le monde est dirigé vers des politiques de déréglementation de grande ampleur, un retrait de l'État, une croyance fondée sur une autorégulation des marchés financiers.

Une telle crise appelle à une refonte de la gouvernance globale, et par conséquent une réponse globale à la crise.

Cela ne semble cependant pas être compris par les dirigeants du monde, notamment ceux des pays développés. Ce qui fonde ces propos est la nature des réponses que certaines organisations comme le G 20 et l'OMC fournissent à la crise.

En 2009, au sommet de Londres, le G20 avait proposé des mesures économiques et financières de très grande portée qui supposaient la mise en place d'un ambitieux plan de relance et la mobilisation de beaucoup de ressources. Les mesures qui étaient annoncées visaient la régulation du système financier afin qu'il puisse se mettre au service de l'économie réelle et du développement.

Dans le même temps, il a été réaffirmé le refus du protectionnisme.

Suite à cette rencontre, le G 20 s'est réuni lors du sommet de Pittsburgh, les 24-25 septembre 2009, à Séoul ensuite les 11 et 12 novembre. Ce que l'on note, à la lecture de toutes les déclarations d'intention et volonté annoncées en grande pompe, est la non effectivité des solutions proposées pour juguler la crise.

Pour trouver une solution durable à celle-ci, il faudrait peut-être poser des actes concrets en matière de réforme de la gouvernance mondiale.

Quant à l'Organisation Mondiale du Commerce elle propose comme solution à la crise la conclusion du cycle de Doha. Mais le constat amer est que les grandes puissances reprennent par la main gauche ce qu'elles donnent par celle de droite. Les dossiers présentant un intérêt pour les pays en développement et PMA Membres sont pris au piège des jeux et stratégies de négociation des puissances commerciales développées ou du G20. Dans cette voie pour trouver une solution de la crise, le DG de l'OMC avait souligné que l'aide au commerce pourrait être une partie de cette réponse à la crise. Mais, cette aide est diversement appréciée par les acteurs, quant à son efficacité.

NOUVELLES DE L'OMC

Les Membres avancent sur le mécanisme de surveillance du TS&D

Les Membres de l'OMC sont en train de progresser pour étoffer une proposition de 'mécanisme de surveillance' qui réexaminerait le fonctionnement des dispositions des règles commerciales multilatérales sur le 'traitement spécial et différencié' (TS&D) en faveur des pays en développement.

Les négociations sur le mécanisme remontent à une décision de juillet 2002 émanant de l'organe de décision suprême permanent de l'OMC, le Conseil général, qui approuve la proposition du Groupe ACP portant sur un tel mécanisme et charge le Comité du commerce et du développement en session spéciale (de négociation) d'établir les termes de son fonctionnement. Toutefois, les discussions ont traîné en longueur pendant des années car le mécanisme de surveillance était lié à des appels à une 'différenciation' entre pays en

développement non-PMA, émanant de certains pays développés.

La révision la plus récente du non-document du Président, en date du 16 décembre, spécifie que tout en « n'étant pas un organe de négociation », le mécanisme de surveillance peut faire « des recommandations ou des propositions en vue de l'ouverture de négociations, comme c'est le cas dans d'autres organes de l'OMC. » Le non-document ajoute que la surveillance, qui devrait avoir lieu dans le cadre de sessions spéciales du Comité du commerce et du développement, « complètera, sans le remplacer, d'autres mécanismes de réexamen pertinents » dans d'autres organes de l'OMC. La session spéciale du Comité du commerce et du développement sera en mesure de « proposer, y compris au Conseil général, des actions, qui renforcent et améliorent la mise en œuvre des dispositions réexaminées du TS&D. »

SUR LE FIL

L'Europe demande plus de réciprocité à ses partenaires commerciaux

Dans un texte publié dans plusieurs journaux européens, les ministres des affaires européennes français, polonais, allemand, espagnol et portugais, et le ministre du développement économique italien suite à une rencontre tenue le 9 février, annoncent que les relations commerciales de l'UE avec ses principaux partenaires commerciaux ne sont pas assez réciproques. Le texte dispose que « l'Union a ouvert plus de 80% de ses marchés publics aux pays tiers, alors que les autres grandes économies développées n'ont ouvert les leurs qu'à 20% » ce qui ne défend pas tous les intérêts de l'Europe.

Les ministres souhaitent "une Europe réaliste qui défend ses intérêts" dans ses relations avec ses partenaires économiques. Un credo, qui reprend

celui de la réciprocité, martelé par le chef de l'Etat français depuis son élection en 2007.

Pour ces ministres, « ignorer que le monde a changé serait faire preuve d'un aveuglement coupable ».

Pour corriger cela, les ministres proposent dans leur texte « d'assurer une défense plus efficace et plus stratégique de (ses) intérêts » et « l'enjeu est majeur : il y va de la crédibilité de l'Europe sur la scène internationale, mais aussi de la longévité et du développement du modèle économique et social européen », ajoutent-ils.

Les ministres souhaitent que l'UE montre « la voie d'une mondialisation bien régulée, s'appuyant sur des règles du jeu partagées assurant des conditions équitables pour tous ».

« Pour être plus crédible, l'Europe doit accroître son pouvoir de négociation pour améliorer son accès aux marchés des pays tiers », précisent-ils. Leurs priorités portent sur l'accès aux marchés pour les biens et les services, l'investissement, les marchés publics, la protection de la propriété intellectuelle, l'offre de ressources naturelles et la libéralisation du commerce en lien avec le climat ou encore les aides d'Etat.

Source: Euractiv.fr

NOUVELLES REGIONALES

L'impact de l'intégration régionale sur le développement humain

L'intégration régionale est aujourd'hui un thème d'actualité pour beaucoup de recherche. C'est peut être parce qu'elle constitue pour les pays africains une voie de salut pour aller vers le développement. C'est pour cette raison certainement que le Groupe de la mondialisation inclusive du Groupe de la lutte contre la pauvreté du PNUD a entrepris

l'élaboration d'un rapport phare portant sur les avantages de l'intégration régionale et des échanges commerciaux Sud-Sud pour le développement humain, en particulier dans le contexte de l'Afrique.

Afin de valider les résultats préliminaires de ces recherches, une réunion de consultation entre les responsables de l'étude s'est tenue le 8 février 2011 au Sénégal. La réunion a été organisée par le bureau du PNUD, en collaboration avec le Centre Régional de Dakar et le Ministère du Commerce.

Deux principaux points ont été discutés : d'abord les relations entre intégration régionale et développement ensuite les résultats de l'exercice de simulation du processus d'intégration régionale en Afrique.

Le premier point a soulevé des questions importantes :

- Il y a une diversité de sentiers suivis par les pays Africains en matière de croissance et de développement humain et l'importance des politiques
- Mais on constate une fragilité des progrès en matière de développement humain dans un contexte de chocs systémiques, comme les récentes crises alimentaire, énergétique et financière et la nécessité de prendre en compte la question de la vulnérabilité des pays dans les politiques commerciales et d'IR.
- Il a aussi constaté la forte progression des échanges Sud-Sud (notamment de produits manufacturés) par rapport aux échanges Nord-Nord au cours de la dernière décennie – et la possibilité pour l'Afrique d'être partie prenante de cette évolution.

Les présentations et discussions ont relevé les enjeux de l'Intégration régionale en Afrique (grand

nombre de pays enclavés) – et la nécessité de progresser dans la mise en œuvre des engagements pris à cet égard – et de clarifier ses enjeux dans un contexte complexe où les pays sont engagés dans de multiples accords bilatéraux et multilatéraux (multilatéraux (OMC) – interrégionaux (APE) – régionaux (CEDEAO/UEMOA), bilatéraux (accords préférentiels) et nationaux (politiques commerciales).

Les discussions ont aussi relevé la nécessité de mieux prendre en compte le développement humain dans les politiques commerciales et celles relatives à l'intégration régionale. De la même manière, il a été recommandé de mettre en place un cadre d'analyse possible pour l'étude des relations entre l'intégration régionale et le développement humain qui met l'accent sur la notion de renforcement des « capacités » en termes de « productivité » (capacité des individus à participer dans le processus de croissance), « équité » (une plus grande égalité entre les individus, les groupes sociaux, les régions, en termes d'accès aux opportunités), « durabilité » (protection de l'environnement, investissement des gains issus du commerce dans les secteurs sociaux dans le but d'assurer le bien être des générations futures), « autonomisation ».

Le second point de discussion qui portait sur les résultats de l'exercice de simulation du processus d'intégration régionale en Afrique.

Trois niveau d'intégration ont été analysés : l'Intégration de l'Afrique avec le reste du monde (PVD et Pays Développés) – (Option « Afrique globalisée ») ; l'intégration de l'Afrique avec l'Afrique ; l'intégration sous régionale

Les résultats obtenus suggèrent que :

- L'intégration au sein de l'Afrique dans son ensemble contribue à une amélioration du bien-être (+2%/par an) sur la période 2012 -2020 mais de manière inégale pour les sous-régions/pays (l'Afrique Centrale

perd dans le processus tandis que l'Afrique du Sud est le grand gagnant). Cette option est préférable à l'intégration avec le reste du monde (globalisation) pour toutes les sous-régions (sauf l'Afrique du Sud)

- Les bénéfices liés à l'intégration au sein d'une sous-région sont plus importants (l'Afrique Centrale y gagne, ainsi que l'Afrique de l'Ouest, mais l'Afrique du Sud y perdrait)
- L'intégration de l'Afrique de l'Ouest avec les pays émergents (Chine, Inde) donne des résultats mitigés (négatifs pour ce qui de la Chine, plus favorables dans le cas de l'Inde).

Les recommandations suivantes ont été faites par les participants à cette rencontre :

- Prise en compte de la dimension genre
- Prise en compte dans l'analyse du secteur informel en général et du commerce transfrontalier :
- Prise en compte des aspects non monétaires des impacts en matière de développement humain

Les pays ACP appellent à une 'action immédiate' sur les subventions au coton

Le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a appelé à une reprise « immédiate » des négociations sur les subventions au coton à l'OMC, fustigeant les États-Unis pour le maintien de mesures de soutien que le mécanisme de règlement des différends de l'OMC a déclaré illégales. Une solution au problème « ne peut attendre », ont affirmé les Membres ACP, dans une déclaration du 27 janvier.

Le groupe de 79 membres soutient depuis longtemps que les subventions américaines au coton font chuter les prix mondiaux et compromettent les moyens d'existence déjà fragiles des producteurs de coton des pays en développement, notamment en Afrique de l'Ouest. Dans les négociations commerciales du Cycle de Doha, les pays en développement ont fait pression en faveur de d'abaissements particulièrement importants dans les subventions au coton, sous l'initiative des 'Quatre du coton' (C4), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad. S'ils ont convenu de procéder à des réductions plus fortes dans leurs subventions au coton que sur le soutien d'autres produits agricoles, les États-Unis ont insisté sur le fait qu'ils ne procéderaient à de tels abaissements que dans le cadre d'un accord du Cycle de Doha, et pas avant.

Distinctes du Cycle de Doha, les subventions au coton accordées par les États-Unis se heurtent déjà au droit à l'OMC. Dans un différend de longue date remontant à 2002, le Brésil a fait valoir avec succès qu'un certain nombre de programmes américains de soutien au secteur du coton violent les obligations de Washington au titre des règles de l'OMC régissant l'agriculture et les subventions. Washington a toutefois omis de mettre ses politiques en totale conformité avec la décision. L'an passé, le Brésil et Washington ont conclu un accord 'cadre' temporaire au titre duquel les États-Unis convenaient de mettre en place un « fonds d'assistance technique » d'un montant de 147,3 millions de dollars par an pour aider les agriculteurs brésiliens ; les États-Unis se sont également engagés à œuvrer avec le Brésil à la réforme des programmes présents et futurs de subventions au coton.

« Le Groupe ACP déplore l'impasse actuelle d'une situation exceptionnelle sans précédent où, pour ne pas avoir à mettre sa politique commerciale en conformité avec ses obligations envers l'OMC, un Membre de l'Organisation verse un paiement aux

producteurs d'un seul autre membre, » a déclaré le Groupe.

La publication de la déclaration des pays ACP devait coïncider avec une réunion des ministres du commerce de plusieurs Membres de l'OMC de premier plan, à Davos, en marge du sommet du Forum économique mondial. Soulignant que les États-Unis continuaient de violer leurs obligations au titre de l'OMC, le groupe a appelé à une « reprise immédiate » des négociations, sur la base d'un texte de projet d'accord de décembre 2008. La priorité devrait être accordée à une « solution rapide, » a déclaré le Groupe ACP ; le coton devrait au minimum « être traité en parallèle, et non à la suite des questions en suspens dans les négociations du Cycle de Doha. »

EVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS

Evénements

21-25 février, Lesotho, Réunion des représentants officiels de l'UE et de la SADC précédée de négociations au niveau technique,

24-4 février, Nairobi, Kenya, Session de l'assemblée législative d'Afrique de l'Est,

31 février – 01 – mars, Nairobi, Kenya, Première réunion du Comité commerce et développement, Barbades

22 February, Washington D.C, Unite States, Global Cooperation and the Least Developed Countries Between 2005 and 2015, Africa's share of global poverty is expected to more than double from 28 to 60 per cent.

Evénements OMC :

17 février, OMC, Genève, Conseil du commerce et des services

22 - 23 février, OMC, Genève, General Council

24 février, OMC, Genève, Dispute Settlement Body

Publications

How Might the EU's Common Agricultural Policy Affect Trade and Development After 2013? An Analysis of the European Commission's November 2010 Communication, Alan Matthews, Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), Issue Paper n° 9, décembre 2010, <http://ictsd.org/i/publications/97803/>

Évaluation des progrès en Afrique vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement : Rapport OMD 2010, Les engagements d'aide pour le commerce de l'OCDE en faveur de l'Afrique par secteur à prix constants, <http://vi.unctad.org/digital-library/?act=search&doc=566-assessing-pr>

Business partnerships for development in Africa: redrawing the boundaries of possibility, Business Action for Africa en collaboration avec l'initiative CSR de la Harvard Kennedy School, décembre 2010, www.businessfightspoverty.org

South-south and north-south trade agreements: The Pacific Islands case, Robert Scollay, documents de travail UNU-CRIS W--2010/7, décembre 2010, www.cris.unu.edu

Designing Economic Partnership Agreements to promote intra-regional trade in ACP countries, Chris Milner, Oliver Morrissey, Evious Zgovu, documents de travail UNU-CRIS, W--2010/9, décembre 2010, www.cris.unu.edu

African export successes: surprises, stylized facts, and explanations, William Easterly et Ariell Reshef NBER WORKING PAPER SERIES,

document de travail n°16597, décembre 2010, <http://willameasterly.org/>

Accès aux marchés, transparence et équité dans le commerce mondial, rapport du Centre du Commerce International (ITC), décembre 2010, <http://www.intracen.org/welcome-fr.htm>

Sécurité alimentaire et politique agricole commune de l'UE : les faits face aux craintes, Valentin Zahrt, document de travail de l'ECIPE, janvier 2011, <http://www.ecipe.org>

Draft agreement establishing the COMESA, EAC, and SADC tripartite Free Trade Area, publié par Tralac, 19 janvier 2011, www.tralac.org

Binding Tariff Preferences for Developing Countries Under Article II GATT, Lorand Bartels et Christian Haberli, Journal of international economic law 13 (4), 969-995, décembre 2010, <http://jiel.oxfordjournals.org>

The Planet Earth. Agriculture and Food security, Raymond Saner, listed as 4-5 October Madrid 2010 <http://www.csend.org/programmes-a-services/trade-policy-governance>